

CHRONOLOGIE DES VIOLATIONS

Grâce au travail acharné et souvent risqué de nombreuses organisations et de défenseurs des droits humains, l'OMCT a pu caractériser une succession d'épisodes de violations des droits humains des personnes en déplacement en Tunisie entre mai et décembre 2025. La chronologie ci-dessous revient sur l'évolution de la situation des personnes en déplacement dont les droits sont continuellement violés et dont la voix demeure insuffisamment entendue. Elle intègre les principaux épisodes de violations, les poursuites judiciaires contre des défenseurs et les organisations des droits humains des personnes en déplacement, ainsi que des discours et déclarations de haine¹. Cette chronologie, sans prétendre à être exhaustive, est le fruit d'un travail de monitoring continu et de triangulation des informations et des sources² par l'OMCT et ses partenaires.

04/05

20
25

UNE CENTAINE DE PERSONNES PARTIES DU LITTORAL DE Sfax SUR PLUSIEURS EMBARCATIONS SONT **INTERCEPTÉES PAR LES GARDE-CÔTES TUNISIENS** ET SE FONT CONFISQUER LEURS TÉLÉPHONES AVANT DE SUBIR UN DÉPLACEMENT FORCÉ VERS LES FRONTIÈRES AVEC L'ALGÉRIE³.



06/05

Une association visant à lutter contre le racisme en Tunisie **condamne la détention « prolongée et injustifiée » de sa présidente**. Celle-ci a été arrêtée en mai 2024 dans le cadre d'une série d'actions répressives visant les défenseurs des droits humains en Tunisie⁴.

09/05

Selon le classement mondial de la liberté de la presse, la Tunisie **chute de 11 places** et occupe la 129^{ème} place sur 180⁵.

12/05

DES CENTAINES PERSONNES EN DÉPLACEMENT D'ORIGINE SUBSAHARIENNE MANIFESTENT AUX ALENTOURS DE Sfax **POUR DEMANDER UN TRAITEMENT DIGNE DE LA PART DES AUTORITÉS TUNISIENNES**⁶.

20/05

Un homme de nationalité camerounaise **est poignardé par des citoyens tunisiens** dans le Gouvernorat de l'Ariana, à Tunis⁷.



26/05

Déplacement forcé de personnes en déplacement à travers 4 bus par la Garde nationale vers la frontière algérienne près de Tozeur :

"Après qu'on ait été dispersés à la frontière, j'ai marché pendant au moins deux semaines je crois, je n'avais rien..."¹⁸.



28/05

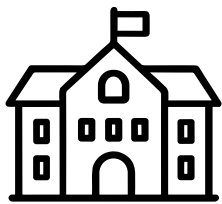
Des experts et procédures spéciales des Nations Unies envoient une lettre conjointe aux autorités tunisiennes **concernant le harcèlement administratif et judiciaire, l'arrestation et la détention des défenseurs des droits humains en Tunisie** depuis 2024⁹.

29/05

UN CAMPEMENT INFORMEL ABRITANT PLUS DE 3 500 PERSONNES EN DÉPLACEMENT EST DÉMANTELÉ PAR LA GARDE NATIONALE TUNISIENNE À EL AMRA, KM 21, DANS LE GOUVERNORAT DE SFAX¹⁰.

02/06

Un homme de nationalité gambienne décède à El Amra, km 21, sur le bord de la route. Il aurait perdu la vie à cause de gaz lacrymogènes tirés par la Garde nationale tunisienne¹¹.



03/06

Un député à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) alerte sur « *le nombre de Subsahariens qui se multiplie à la suite des accouchements* », qualifiant ces naissances de « *grand danger imminent pour la Tunisie* ». Il qualifie la situation en Tunisie comme « *un cancer en phase de métastase* »¹².

10/06

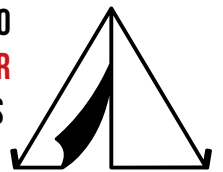
Une députée de la circonscription de Sfax Sud publie une vidéo mettant en garde **contre la scolarisation des enfants de personnes en déplacement subsahariens**¹³.

20/06

Le porte-parole de la Garde nationale tunisienne annonce que l'Etat tunisien a commencé à **fournir des billets d'avion aux personnes en déplacement en situation irrégulière, sans passer par l'OIM**¹⁵.

20/06

UN CAMPEMENT INFORMEL ABRITANT PLUS DE 1500 PERSONNES EN DÉPLACEMENT EST DÉMANTELÉ PAR LA GARDE NATIONALE TUNISIENNE À EL AMRA DANS LE GOUVERNORAT DE SFAX. IL S'AGIT DE LA 5ÈME OPÉRATION DE CE GENRE DEPUIS AVRIL 2025. LES AUTORITÉS TUNISIENNES N'ONT FOURNI AUCUNE INFORMATION SUR LE LIEU DE RELOGEMENT¹⁴.



01/07

Un homme en déplacement atteint de **tuberculose** **décède** devant les bureaux de l'OIM à Tunis¹⁸.

03/07

Démantèlement d'un campement informel par la Garde nationale tunisienne dans le gouvernorat de Sfax au km 36. Des tentes sont brûlées¹⁹.

14/07

Le Haut-Commissaire de l'ONU pour les réfugiés, Filippo Grandi, déclare que **la répression en Tunisie est encore plus sévère qu'en Libye** et que les autorités n'y permettent plus l'enregistrement des demandeurs d'asile, ce qui rend difficile de considérer la Tunisie comme un "pays tiers sûr"²¹.

15/08

250 personnes en déplacement auraient été interpellées au port de Sfax. Certaines personnes auraient été libérées - notamment les femmes enceintes - et les autres auraient été **placées dans des bus et déportées vers la Libye et l'Algérie**²⁵.

30/06



UNE AVOCATE ET CHRONIQUEUSE MÉDIATIQUE EST **CONDAMNÉE À DEUX ANS DE PRISON FERMES**, SUSCITANT UNE VAGUE D'INDIGNATION¹⁶. LA RAPPORTEUSE SPÉCIALE SUR LES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME EXPRIME SA VIVE INQUIÉTUDE SUR CETTE NOUVELLE CONDAMNATION¹⁷.

14/07

Le ministre de l'Intérieur réaffirme que **"la Tunisie ne sera jamais une terre d'installation ni de passage pour les migrants africains en situation irrégulière"**. Il souligne que les opérations de démantèlement des campements informels se seraient déroulées dans le respect des principes humanitaires et auraient été accompagnées de mesures visant à faciliter le retour volontaire des personnes en déplacement vers leur pays d'origine²⁰.

25/07



Des centaines de **militants tunisiens manifestent contre le président de la République tunisienne** : « La Tunisie s'est transformée en une prison à ciel ouvert... Même ceux qui ne sont pas derrière les barreaux vivent dans un état de liberté temporaire, risquant constamment d'être arrêtés pour n'importe quelle raison²².

02/08

Une universitaire dénonce sur les réseaux sociaux un acte de racisme par un conducteur de taxi : **« Je ne suis pas raciste, mais la loi m'interdit de prendre «les Africains»**²³.

06/08



Nouveau tournant judiciaire dans l'affaire d'une association visant à lutter contre le racisme et dont la présidente été arrêtée en mai 2024. Plusieurs chefs d'inculpation, précédemment abandonnés, sont réintroduits à son encontre et à l'encontre d'autres membres de l'organisation²⁴.

24/08

Le Syndicat national des journalistes tunisiens dénonce la fermeture de l'Instance nationale d'accès à l'information, qui avait été créée en 2017²⁷ et qui permettait à de nombreux citoyens et journalistes de réclamer l'accès à des données ou des rapports publics²⁸.

07/09

Entre cinq et six embarcations parties des cotes de Sfax la veille sont interceptées par les unités maritimes de la Garde nationale. Selon des témoignages concordants, les personnes arrêtées auraient été déportées en Libye et remises à des autorités libyennes³⁰.

08/10

La Cour de cassation rejette le pourvoi en cassation dans l'affaire visant plusieurs militants de la société civile tunisienne, engagés dans la défense des droits des personnes en déplacement. Toutes les charges initialement retenues contre eux sont maintenues³⁶.

24/08

Une altercation entre un groupe de personnes de déplacement aurait causé la mort d'un homme originaire d'Afrique subsaharienne à Sousse. La justice a ordonné l'ouverture d'une information judiciaire à la suite du meurtre de cet homme à l'arme blanche²⁶.



02/09

Dans la nuit du 1er au 2 septembre, les autorités tunisiennes auraient procédé à l'arrestation arbitraire de 82 personnes en déplacement dans les villages de Mazdour, Ksar Hellal et Jemmel, et les auraient déportées vers le désert²⁹.

28/09

55 personnes parties depuis les cotes de Sfax sont interceptées par les garde-côtes tunisiens. Lors de l'interception, le bateau se renverse et toutes les personnes tombent à l'eau, avant d'être secourues puis débarquées au port de Sfax³¹. Les personnes auraient ensuite été déportées et vendues en Libye³².



01/10

Un groupe de 40 personnes en déplacement d'origine subsaharienne, dont 15 enfants et 7 femmes enceintes³³, est déplacé de force dans une



zone désertique en Tunisie proche de la frontière algérienne³⁴.

08/10

Lors de la 76ème session plénière du Comité exécutif du Programme du UNHCR, la Tunisie réaffirme son refus catégorique de toute "installation déguisée de migrants irréguliers" sur son territoire et appelle à redoubler d'efforts pour faciliter le retour volontaire des personnes en déplacement ou leur réinstallation dans un pays tiers³⁵.

10/10

Interception par les garde-côtes tunisiens d'une embarcation partie de Sfax avec 35 personnes, après 3 jours en mer. suite au débarquement au port de Sfax, certaines auraient été déportées en Libye³⁷.

06/11

Un **nouveau rapport de Amnesty International** dénonce les arrestations des personnes, les interceptions en mer dangereuses, les déportations et déplacements forcés internes et arbitraires, et met en lumière les formes de torture et de violences sexuelles subies par les personnes en déplacement transitant ou résidant en Tunisie³⁹.

22/11

Opération de **démantèlement des campements informels** dans le gouvernorat de Sfax au km 22 par la Garde nationale, détruisant des embarcations et des tentes de fortune, laissant plusieurs dizaines de personnes sans abri⁴⁵.

03/11

Une embarcation avec 56 personnes **en déplacement** à bord partie de Zouara en Libye est interceptée par les garde-côtes tunisiens. Les personnes à bord auraient été **déportées en Libye puis détenues au centre de détention de Al Assa**³⁸.



12/11

DÉMANTÈLEMENT D'UN CAMPEMENT INFORMEL PAR LA GARDE NATIONALE AU KM 21. SIX PERSONNES SONT GRAVEMENT BRULÉES⁴⁰.

13/11

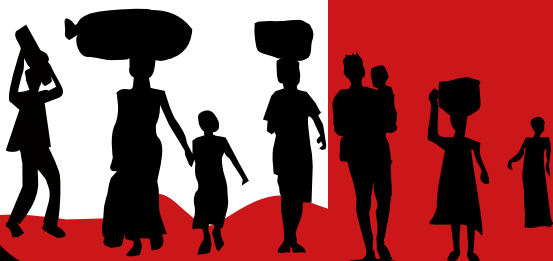
Un groupe de personnes composé de 18 femmes et 24 enfants en déplacement **est arrêté à Tunis pour mendicité et détenu au centre de détention administrative de El Ouardia**, en banlieue sud de Tunis⁴¹. Le 15 novembre, les forces de sécurité auraient essayé de les faire monter dans des bus pour les déplacer de force dans des zones désertiques, mais les femmes ont protesté et le groupe a été remis dans le centre⁴². Le 10 décembre, certaines de ces femmes sont **retournées dans leurs pays d'origine respectifs** – notamment le Nigéria et la Sierra Leone⁴³.

22/11

Marche citoyenne au centre de Tunis pour dénoncer l'injustice et réclamer l'Etat de droit, sans distinction de partis politiques. Les manifestants dénoncent entre autres les arrestations et détentions arbitraires, les restrictions à la liberté de la presse ainsi que les restrictions imposées aux organisations de la société civile⁴⁴.

27/11

Examen de la Tunisie devant le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale. Dans ses observations finales, le Comité recommande à l'Etat tunisien, entre autres, de prendre des mesures efficaces pour **surveiller la propagation des discours de haine racistes** visant les personnes subsahariennes, de ne pas procéder à des expulsions collectives et de respecter le principe de non-refoulement⁴⁶.



15/12

Ouverture du procès d'une organisation de la société civile dont trois employés sont en détention provisoire depuis 19 mois. Les prévenus sont **accusés d'hébergement et de facilitation du séjour illégal de migrants**, dans le cadre d'un partenariat conclu avec la municipalité de Sousse. **Les demandes de libération sont rejetées**⁴⁷.

23/12

Interpellation de 13 personnes subsahariennes à Tazarka, près de Nabeul. Les personnes sont poursuivies pour entrée illégale sur le territoire tunisien et pour des infractions liées à la vente de drogues. Une députée au Parlement tunisien dénonce l'augmentation significative du nombre de personnes en déplacement dans la région du Cap Bon, notamment à Tazarka et Korba, et appelle à leur rapatriement progressif⁴⁸.

NOTES

1. Le travail de monitoring étant mené majoritairement en français et anglais, l'ampleur des discours de haine diffusés en ligne et dans les médias tunisiens n'est pas représentée dans cette chronologie.
2. Les sources comprennent des entretiens avec des organisations de la société civile sur le terrain et avec des experts travaillant en Tunisie, une revue d'articles de presse et de documents de recherche académique, la visualisation et l'analyse de vidéos et photos accessibles au public, ainsi que des référencement par des organisations partenaires et des défenseurs des droits humains.
3. **Alarm Phone on X**. Cet épisode a également été confirmé par l'OMCT à travers un entretien avec un informateur-clé documentant les épisodes de naufrages et interceptions en mer en Méditerranée centrale.
4. « **Un an de détention pour Saadia Mosbah : Mnemty dénonce une répression ciblée** », 06/05/2025, Business News. « **Saadia Mosbah: l'icône emprisonnée de l'antiracisme tunisien** », 16/06/2025, Nawaat.
5. « **Tunisie : la liberté de la presse en chute libre** », 09/05/2025, Reporters sans Frontières. « **Tunisie : recul alarmant dans le classement RSF 2025 sur la liberté de la presse** », 10/05/2025, Inkyfada.
6. Refugees in Tunisia on X, **Marino Dubois sur Facebook**. Cet épisode a été confirmé à travers des entretiens avec des sources humanitaires.
7. **Refugees in Libya on X**.
8. "Personne ne vous entend quand vous criez" : le dangereux tournant de la politique migratoire en Tunisie", 06/11/2025, Amnesty International, p. 7.
9. Mandats de la Rapporteuse spéciale sur les défenseurs des droits humains, le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, le Groupe de travail sur la détention arbitraire, la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, la Rapporteuse spéciale sur le droit à jouir du meilleur état de santé physique et mentale et du Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants, **ALTUN 3/2025, 28 mai 2025**.
10. « **Migration : la Tunisie démantèle un camp illégal à El Amra abritant 3500 migrants** », 29/05, Tunisie Numérique. « **Démantèlement de campements de migrants à El Amra** », 29/05/2025, Business News.
11. **Refugees in Libya on X** et **Refugees in Tunisia on X**
12. « **Tarak Mahdi : les migrants se propagent comme un cancer en métastase !** », 03/06/2025, Business News. « **Plus de 6000 naissances d'enfants de migrants africains irréguliers enregistrées en quelques mois** », 03/06/2025, La Presse.tn.
13. « **La scolarisation des enfants de migrants est une menace pour l'Etat, selon Fatma Mseddi** », 11/06/2025, Business News.
14. « **El Amra: Démantèlement d'un cinquième camp de migrants** », 20/06/2025, Mosaïque FM.
15. « **Le gouvernement tunisien propose des billets retour aux migrants de Sfax, sans passer par l'OIM** », 24/06/2025, InfoMigrants.
16. « **Condamnation de Sonia Dahmani: vague d'indignation et dénonciation d'un "dénî de justice"** », 30/06/2025, Business News.
17. **Mary Lawlor, UN Special Rapporteur HRDs sur X**
18. **Marino Dubois sur Facebook**. Cet événement a été confirmé à travers un entretien avec une source humanitaire.
19. **Marino Dubois sur Facebook**. Cet événement a été confirmé à travers un entretien avec une source humanitaire.
20. « **Khaled Nouri: la Tunisie refuse d'être une terre de transit pour la migration irrégulière** », 15/07/2025, Nessma.
21. « **Filippo Grandi: "Migranti, la situazione è critica. Il piano Mattei diventi europeo"** », 14/07/2025, Corriere della Sera.
22. **Tunisia an «open-air prison», say protesters at anti-President Saied march** », 25/07/2025, Al Jazeera.
23. « **Refusé dans un taxi parce que noire: une universitaire dénonce un racisme ordinaire et répété** », 02/08/2025, BusinessNews.
24. « **La justice relance les poursuites contre l'association Mnemty et Saadia Mosbah** », 06/08/2025, BusinessNews.
25. **Marino Dubois sur Facebook**
26. « **Sousse: une enquête ouverte après le meurtre d'un migrant subsaharien** », 24/08/2025, Mosaïque FM.
27. L'instance d'accès à l'information était une instance publique indépendante, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, créée par la loi organique n°2016-22 du 24 mars 2016 relative au droit d'accès à l'information. Ses neuf membres, élu-es par l'Assemblée et nommé-es par décret, représentaient divers corps : magistrat-es, avocat-es, enseignant-es, journalistes, statisticien-nes et société civile. L'INAI avait pour mission de garantir le droit d'accès à l'information, d'arbitrer entre l'administration et les citoyen-nes, et de promouvoir la transparence de l'action publique.
28. « **Tunisie: fermeture de l'Instance d'accès à l'information, nouveau tour de vis du régime** », 24/08/2025, RFI. « **Disparition de l'instance d'accès à l'information : en Tunisie, un verrou de plus** », 21/08/2025, Inkyfada.
29. **Marino Dubois sur Facebook**. Cet épisode a été confirmé à travers un entretien avec une source humanitaire.
30. **L'actualité sur Facebook**. Cet événement a été confirmé à travers un entretien avec une source humanitaire.
31. **Alarm Phone on X**. Cet épisode a également été confirmé par l'OMCT à travers un entretien avec un informateur-clé documentant les épisodes de naufrages et interceptions en mer en Méditerranée centrale.
32. **Alarm Phone on X et L'actualité sur Facebook**. Cet épisode également a été confirmé par l'OMCT à travers un entretien avec un informateur-clé documentant les épisodes de naufrages et interceptions en mer en Méditerranée centrale.
33. **Cet épisode a également été relaté par Refugees in Libya on X**
34. Cette information a été récoltée par l'OMCT à travers un entretien avec une source humanitaire.
35. « **Tunisie: rejet ferme de "l'installation déguisée" des migrants irréguliers** », 08/10/2025, Webdo.
36. **Rejet du pourvoi en cassation dans l'affaire des militants associatifs**, Business News, 08/10/2025.
37. **Alarm Phone on X**. Cette information a été validée par l'OMCT à travers un entretien avec une source humanitaire.
38. **Alarm Phone on X**
39. « **Tunisie. Les violations généralisées des droits des personnes réfugiées et migrantes révèlent un risque de complicité de l'UE** », 06/11/2025, Amnesty International.
40. **Marino Dubois sur Facebook** et **L'actualité sur Facebook**
41. « **La situation est préoccupante: en Tunisie, des femmes et enfants migrants arrêtés et détenus arbitrairement pour mendicité risquent l'expulsion** », 19/11/25, InfoMigrants. Voir aussi **David Yambio on X**
42. Le centre d'El Ourdia est placé sous la tutelle de la direction des frontières et des étrangers au sein du Ministère tunisien de l'Intérieur. L'endroit est officiellement utilisé comme centre de détention pour les personnes en déplacement alors qu'il n'est pas enregistré ni administré comme un lieu de privation de liberté.
43. L'OMCT a pu récolter des informations sur cet épisode à travers quatre entretiens avec des informateurs-clés qui ont documenté le cas et les violations. Voir aussi **L'actualité sur Facebook**
44. « **A Tunis, une foule vêtue de noire fait front contre l'injustice** », 22/11/2025, Business News.
45. **L'actualité sur Facebook**
46. **Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale. Observations finales concernant le rapport de la Tunisie, 23 décembre 2025, CERD/C/TUN/CO/20-22, S28**.
47. « **Tunisie: ouverture du procès de six membres de la branche tunisienne de France terre d'asile** », 15/12/2025, InfoMigrants.
48. « **Nabeul: la députée Noura Chabrek appelle au rapatriement des migrants irréguliers massivement présents au Cap Bon** », 23/12/2025, Business News.

CHRONOLOGIE DES OPÉRATIONS EN MER

La chronologie ci-dessous contient une sélection d'incidents, principalement des naufrages, documentés dans le cadre du travail de monitoring continu et de triangulation des informations par l'OMCT et ses partenaires. Les événements recensés mettent en évidence la persistance des départs irréguliers depuis les côtes tunisiennes, les interceptions par les autorités tunisiennes d'embarcations parties depuis la Tunisie, ainsi que les opérations de recherche et sauvetage concernant des embarcations parties de Libye et entrant dans les eaux territoriales tunisiennes. La chronologie ci-dessous souligne également le nombre élevé de personnes ayant perdu la vie en mer lors de tentatives de traversée depuis la Tunisie, et souligne que les opérations en place ne garantissent pas un accès effectif à l'assistance pour les embarcations en détresse ni une protection adéquate de la vie humaine en mer. Enfin, cette chronologie met en évidence un manque de coordination entre les autorités concernées, notamment entre la Tunisie, l'Italie, la Libye et Malte.

05/05

20
25

UNE EMBARCATION AVEC 45 PERSONNES À BORD PARTIE DEPUIS LA LIBYE LE 26 AVRIL FAIT NAUFRAGE AU LARGE DE LA TUNISIE ENTRE MAHDIA ET CHEBBA, CAUSANT LA MORT DE 14 PERSONNES, DONT 3 ENFANTS⁴⁹.



17/05 - 18/05

Plusieurs navires humanitaires effectuent des opérations de sauvetage dans la zone de recherche et sauvetage tunisienne. Le 17 mai, à travers trois opérations de secours, l'Ocean Viking sauve un total de 273 personnes et les débarque au port d'Ancône en Italie⁵⁰. Le 18 mai, l'ONG SOS Humanity porte secours à plus de 100 personnes en détresse⁵¹. Au moins 8 personnes décèdent, dont 4 enfants; leurs corps sont retrouvés le long des côtes de El Amra en Tunisie⁵².

10/06

DES "DIZAINES DE CORPS" SONT RETROUVÉS SUR LES PLAGES DE SFAX ET DE MAHDIA⁵⁵.

07/06

Un navire humanitaire porte secours à 54 personnes parties depuis la Libye aux larges des côtes tunisiennes, ayant trouvé refuge sur une plateforme pétrolière à la suite du naufrage de leur embarcation trois jours plus tôt. Parmi les personnes secourues, une femme avait accouché d'un garçon la veille sur la plateforme pétrolière⁵³. Au moins 21 personnes décèdent dans le naufrage⁵⁴.

30/06

Une embarcation partie de La Louza, à environ 80 km de Sfax, fait naufrage à environ 70km de Lampedusa. Les garde-côtes italiens portent secours à 87 personnes en déplacement, dont 23 femmes et 10 enfants, et **récupèrent le corps d'une femme décédée lors du naufrage. Au moins 5 autres personnes sont portées disparues** dans la zone de sauvetage tuniso- maltaise⁵⁶.



22/08

Naufrage d'une embarcation partie des cotes de Sfax avec 131 personnes à bord: **25 personnes décèdent et 26 sont portées disparues, dont 5 enfants**⁶³.

18/09

Une embarcation partie des côtes tunisiennes se renverse et cause **la mort de 39 personnes** - la majorité originaires du Cameroun⁶⁵.

11/07

Une embarcation avec 64 personnes à bord partie de Sfax le 8 juillet fait naufrage : 27 personnes sont prises en charge par les garde-côtes italiens; 33 personnes par les garde-côtes tunisiens; tandis que 4 sont portées disparues⁵⁷. Jusqu'à 30 personnes se seraient jetées à l'eau pour atteindre le navire italien, dans l'espoir d'être emmenées en Europe plutôt qu'en Tunisie. SOS Humanity dénonce un refoulement et **un manque d'assistance de la part des garde-côtes tunisiens et italiens envers les 4 personnes portées disparues**⁵⁸.

29/07

UNE EMBARCATION PARTIE DE SFAX LE 26 JUILLET AVEC ENVIRON 90 PERSONNES À BORD A FAIT NAUFRAGE, **CAUSANT LA MORT DE DEUX ENFANTS ET D'UN ADULTE**⁵⁹. LES PERSONNES NAUFRAGÉES SONT SECOURUES PAR UN NAVIRE MARCHAND ET DÉBARQUÉES EN ITALIE⁶⁰.

07/08

Une embarcation avec 52 personnes à bord partie de Sfax le 4 aout tombe en panne après trois jours en mer. **Trois personnes se jettent à la mer pour tenter d'atteindre un navire marchand aperçu au loin, et sont portées disparues.** Les autres personnes sont secourues par un bateau de pêche et débarquées en Italie⁶¹. Une enfant de six ans dont l'état s'est dégradé lors des jours de dérive en mer sans eau ni nourriture est décédée à l'hôpital de Palerme le 19 aout⁶².

15/09

Une jeune femme de 20 ans perd la vie dans un naufrage au large de Lampedusa. L'embarcation, partie de Sfax, transportait une cinquantaine de personnes qui ont été secourues par les garde-côtes italiens⁶⁴.



03/11

Une embarcation avec 64 personnes à bord partie d'Abu Kamash en Libye est interceptée par les garde-côtes tunisiens. **Les personnes interceptées auraient été violemment frappées** et détenues à Sfax⁶⁷.

04/12

Une embarcation partie des côtes de Sfax, transportant 50 personnes dont 25 mineurs non-accompagnés, est secourue par les garde-côtes italiens au large de Lampedusa. Pendant la traversée, **5 personnes sont tombées à l'eau et sont portées disparues**⁶⁹.

19/12

Une embarcation avec à son bord 64 personnes, dont des femmes enceintes et des enfants, a des problèmes de moteur au large de Sfax et est secourue par les garde-côtes tunisiens. Deux autres embarcations sont interceptées au large des côtes de Sfax. Au total, environ 109 personnes **sont débarquées à Sfax puis déportées en Libye**⁷¹.

22/10

40 personnes en déplacement originaires d'Afrique subsaharienne, dont 12 enfants, décèdent suite au naufrage de leur embarcation au large de Mahdia. 30 personnes sont secourues par les garde-côtes tunisiens⁶⁶.

07/11

UNE EMBARCATION PARTIE DE SIDI MANSOUR EN TUNISIE TRANSPORTANT 64 PERSONNES, DONT 9 ENFANTS, **FAIT NAUFRAGE À 10KM DES CÔTES**. 59 PERSONNES SONT SECOURUES PAR LES GARDE-CÔTES TUNISIENS, ET **3 SONT PORTÉES DISPARUES, DONT DEUX ENFANTS**⁶⁸.

16/12

Une embarcation partie des côtes de Sfax avec 56 personnes à bord, dont deux femmes et deux bébés, tombe en panne. Lors de l'appel de détresse aux garde-côtes tunisiens,



on leur aurait répondu: "Si vous êtes Soudanais, nous ne venons pas vous sauver." **Après plus de 20 heures en détresse en mer, les personnes sont secourues** par les autorités tunisiennes et ramenées au port de Chebba. Elles sont ensuite **déportées à la frontière libyenne**⁷⁰.

19/12

Naufrage d'une embarcation partie de Libye avec 117 personnes à bord, dont des Egyptiens, des Erythréens, des Somaliens et des Soudanais, non loin de la frontière entre les eaux tunisiennes et libyennes. Un seul survivant au naufrage est secouru par un pêcheur tunisien.

En dépit des appels de la société civile, il a été rapporté que les autorités tunisiennes et libyennes n'ont pas lancé d'opérations de recherche et de sauvetage⁷².



NOTES

49. [IOM Missing Migrants Project 2025](#)
50. [Dipartimento per le Libertà Civili e l'Immigrazione, Cruscotto statistico al 21 maggio 2025](#). Au total, sur la base des informations publiques du Ministère italien de l'Intérieur, 393 personnes sont arrivées par voie maritime en Italie le 17 mai et 483 le 18 mai 2025.
[Voir aussi "Migranti sbarcati al porto di Ancona: saranno distribuiti in 5 regioni. A bordo un caso di tubercolosi", Ancona Today, 21/05/2025.](#)
51. [« Méditerranée : plus de 350 migrants secourus en deux jours », 19/05/2025, InfoMigrants.](#)
[« Plus de 270 migrants secourus au large de la Tunisie par le navire Ocean Viking », 18/05/2025, RFI.](#)
[« 273 migrants secourus au large des côtes tunisiennes et maltaises », 18/05/2025, Kapitalis.](#)
52. [IOM Missing Migrants Project – Excel Table 2025](#)
53. ["Une cinquantaine de migrants, dont une femme venant d'accoucher, secourus sur une plateforme pétrolière au large de la Tunisie", 10/06/2025, InfoMigrants.](#) Voir aussi [Alarm Phone on X](#). Cet épisode a également été confirmé par un entretien conduit par l'OMCT avec une organisation de recherche et sauvetage en mer.
54. [IOM Missing Migrants Project – Excel Table 2025](#)
55. ["Tunisie: des dizaines de corps de migrants retrouvés sur des plages de Madhia et Sfax", 11/06/2025, InfoMigrants.](#)
["Mort dissimulée sur les cotes tunisiennes", 10/06/2025, FTDES.](#)
56. ["Méditerranée: un mort et plusieurs disparus dans un naufrage au large de Lampedusa", 30/06/2025, InfoMigrants.](#)
["Naufrage d'un bateau de migrants dans la zone de sauvetage tuniso-maltese", 30/06/2025, Kapitalis.](#)
57. ["Migranti in mare alla vista della motovedetta tunisina, in 27 salvati dalla guardia costiera", 12/07/2025, Repubblica.](#)
58. ["Tunisian and Italian coast guards may have left 4 people behind in the Mediterranean, SOS Humanity says", 18/07/2025, InfoMigrants.](#)
59. [SeaWatch on X](#) et [AlarmPhone on X](#). Cet épisode a également été confirmé par l'OMCT à travers un entretien avec un informateur-clé documentant les épisodes de naufrages et interceptions en mer en Méditerranée centrale.
60. ["Méditerranée: deux enfants meurent lors du sauvetage d'une embarcation de migrants en difficulté", 30/07/2025, InfoMigrants.](#)
61. [Marino Dubois sur Facebook](#)
Cet épisode a également été confirmé par un entretien avec une organisation de recherche et sauvetage en mer active en Méditerranée centrale
62. ["Lampedusa, morte cerebrale per una bimba di 6 anni sbarcata sull'isola", 19/08/2025 - Corriere della sera.](#)
63. [L'actualité sur Facebook](#) et [IOM Missing Migrants Project – Excel Table 2025](#)
64. [L'actualité sur Facebook](#)
Cet épisode a également été confirmé par un entretien avec une organisation de recherche et sauvetage en mer active en Méditerranée centrale
65. [Refugees in Tunisia on X](#)
66. ["Tunisie: 40 migrants, dont des bébés, meurent noyés dans le naufrage de leur embarcation", 22/10/2025, InfoMigrants.](#)
67. [Alarm Phone on X](#). Cet épisode a également été confirmé par l'OMCT à travers un entretien avec un informateur-clé documentant les épisodes de naufrages et interceptions en mer en Méditerranée centrale.
68. [Alarm Phone on X](#). Cet épisode a également été confirmé par l'OMCT à travers un entretien avec un informateur-clé documentant les épisodes de naufrages et interceptions en mer en Méditerranée centrale.
69. ["Mer Méditerranée: cinq migrants portés disparus au large de Lampedusa", 05/12/2025, InfoMigrants.](#)
70. ["Group gets intercepted by Tunisian National Guard and sold to Libyan Border Guard for fuel: when does this violence end?", 04/02/2026, Alarm Phone.](#) Cet épisode a été confirmé par des entretiens avec des organisations de recherche et sauvetage en mer conduits par l'OMCT.
71. [Alarm Phone on X](#); [Marino Dubois sur Facebook](#); [L'actualité sur Facebook](#). Cet épisode a également été confirmé par l'OMCT à travers un entretien avec un informateur-clé documentant les épisodes de naufrages et interceptions en mer en Méditerranée centrale.
72. ["Alarm Phone fears yet another deadly shipwreck in the Central Mediterranean", 24/12/2025, Alarm Phone.](#)
["Méditerranée centrale: 116 personnes portées disparues dans le plus gros naufrage de l'année", 30/12/2025, InfoMigrants.](#)

CHRONOLOGIE DES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS

liés à la migration et l'asile dans la région méditerranéenne

La chronologie ci-dessous présente les principales rencontres, les accords et déclarations politiques en termes de coopération et dialogue politique sur la gestion de frontières et des flux migratoires entre la Tunisie, les Etats avec lesquels elle partage des frontières terrestres et maritimes, et ses partenaires entre mai et décembre 2025, ainsi que des décisions de justice et développements politiques affectant les personnes en déplacement dans la région euro-méditerranéenne.

2025

06/05

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TUNISIENNE REÇOIT LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS (OIM), ET RÉAFFIRME LE REFUS DE LA TUNISIE D'ÊTRE "UN POINT DE TRANSIT OU UN LIEU D'INSTALLATION POUR LES MIGRANTS EN SITUATION IRRÉGULIÈRE"⁷³.

12/05 - 13/05

Le chef du groupe armé SSA (Support and Stability Apparatus) en Libye est tué dans des affrontements. La Mission de soutien des Nations unies en Libye exhorte toutes les parties à cesser les combats⁷⁴. Le Gouvernement d'unité nationale en Libye proclame la dissolution de la Direction de lutte contre la migration illégale (DCIM), ainsi que la nomination d'un nouveau chef pour l'Agence de sécurité intérieure (ISA)⁷⁵.

20/05

La Commission européenne propose des règles pour faciliter l'application du concept de pays tiers sûr⁷⁶ par les Etats membres. Cette mesure vise à alléger la pression sur les systèmes d'asile nationaux⁷⁷. Des ONGs de défense des droits humains avertissent que les changements pourraient affaiblir les protections en matière d'asile et transférer la responsabilité de la prise en charge des réfugiés à des pays extérieurs à l'UE⁷⁸.

28/05

500 personnes soudanaises sont rapatriées de Kufra, en Libye, vers le Soudan, dans le premier convoi de camions organisé par les autorités locales⁷⁹.



01/07

Le Danemark annonce vouloir utiliser sa présidence du Conseil de l'EU **pour renforcer l'externalisation des demandes d'asile** et la restriction de la portée des arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH)⁸¹.

08/07

Lors de leur arrivée dans l'est de la Libye à Benghazi, le Commissaire Européen aux migrations, le ministre italien des Affaires intérieures et une délégation de fonctionnaires grecs et maltais **sont déclarés "persona non grata" et expulsés par le gouvernement de stabilité nationale (GNS)**. Ils s'étaient tous rendus dans le pays pour discuter de la récente augmentation des départs de personnes en déplacement de la Libye vers l'Europe⁸⁴.



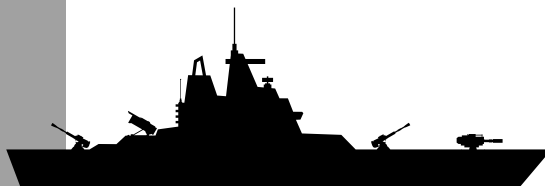
16/07

Le ministre des Affaires étrangères tunisien reçoit le sous-secrétaire d'État britannique pour le Moyen-Orient. Les deux parties expriment leur volonté de renforcer le partenariat, y compris sur **des questions concernant la migration et la sécurité**⁸⁷.



23/06

LA GRÈCE DÉPLOIE DES NAVIRES DE GUERRE AU LARGE DE LA LIBYE POUR ENDIGUER LES ARRIVÉES DE PERSONNES EN DÉPLACEMENT, ARRIVANT NOTAMMENT SUR LES ILES DE CRÈTE ET DE GAVDOS⁸⁰.



08/07

La Commissaire Européenne chargée de la migration se rend en Libye avec les ministres de l'Italie, de la Grèce et de Malte afin d'exhorter les autorités libyennes à **intensifier leurs efforts pour empêcher les départs vers l'Europe**, à la suite d'une forte augmentation des traversées depuis la Libye⁸². A cette occasion, la Libye dévoile **un plan national de lutte contre l'immigration irrégulière** : les grandes lignes du plan sont le renforcement des contrôles dans les villes, aux frontières et en mer, les expulsions ciblées et la régularisation des personnes en déplacement répondant aux besoins du marché de l'emploi local⁸³.

09/07

Face à la forte recrudescence des arrivées depuis la Libye, la Grèce annonce **suspendre temporairement l'examen des demandes d'asile de personnes en déplacement** arrivant depuis l'Afrique du Nord⁸⁵.

16/07

La Commission Européenne présente sa proposition de budget pour le cadre financier pluriannuel 2028-2034. L'Union européenne envisage d'allouer **près de 34 milliards d'euros à la gestion des flux migratoires et à la sécurisation de ses frontières**, soit un montant trois fois supérieur à celui du précédent budget pluriannuel⁸⁶.

17/07

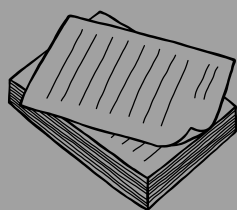
Une trentaine d'associations appellent le gouvernement italien à **cesser les efforts systémiques visant à empêcher le travail des ONG de recherche et de sauvetage**⁸⁸. Les signataires appellent à l'annulation immédiate du décret Piantadosi⁸⁹.

31/07

Le Président de la République tunisienne reçoit la Première Ministre italienne. La rencontre porte sur la volonté commune de renforcer davantage la coopération bilatérale dans plusieurs domaines, y compris sur la migration⁹¹.

21/08

L'OIM et l'Union africaine renouvèlent leur coopération stratégique visant à faire progresser la gouvernance des migrations en Afrique par le biais d'un nouvel accord sur trois ans. L'accord « réaffirme l'engagement des deux organisations à faire en sorte que les migrations contribuent au développement, à la stabilité et à la prospérité sur l'ensemble du continent »⁹³.



23/09

Le ministre des Affaires étrangères tunisien, Mohamed Ali Nafti, s'entretient avec le commissaire européen aux Affaires intérieures et à la Migration, Magnus Brunner. Le ministre des Affaires étrangères tunisien rappelle que la Tunisie privilégie le développement de programmes de retour volontaire des personnes en déplacement en situation irrégulière ; le Commissaire Européen aux Affaires intérieures et à la Migration exprime la volonté des institutions européennes de renforcer la coopération avec la Tunisie, notamment via l'OIM⁹⁵.

29/07

Le président de la République tunisienne décide de prolonger l'application du décret n°2025-481 du 13 septembre 2024 portant prorogation de la proclamation d'une zone frontalière tampon. Cette zone frontalière tampon inclut la partie sud de la zone saharienne de la Tunisie, la partie Sud-Ouest de l'espace Nord de la zone saharienne de la Tunisie couvrant la bande avoisinant la frontière algérienne ainsi que la partie Sud-Est de la Tunisie avoisinant la frontière libyenne⁹⁰.

04/08

Le Rapporteur spécial sur les droits humains publie son rapport sur l'externalisation des migrations et constate que de telles mesures comportent un risque de violations des droits humains. Le rapport souligne le manque de transparence, l'importance de la surveillance indépendante et aborde la question de la responsabilité de ces violations⁹².

04/09

Le ministre de l'Intérieur Matteo Piantedosi rencontre le sous-secrétaire à la Défense libyen Abdul Salam Al Zoubi pour « renforcer la coopération militaire et sécuritaire entre les deux pays » : « La Libye est un partenaire stratégique en Méditerranée et le dialogue constant entre nos pays est essentiel pour relever les défis communs en matière de sécurité. Notre coopération pour la gestion des défis migratoires et sécuritaires se poursuit (...) »⁹⁴.

24/09

L'Union européenne remet deux embarcations à la marine tunisienne dans le cadre du projet « Soutien aux opérations de recherche et de sauvetage en mer en Tunisie », financé par l'UE et mis en œuvre par CIVIPOL avec l'appui technique de plusieurs partenaires européens⁹⁶.

26/09

42 organisations humanitaires et de défense des droits demandent à l'UE de mettre fin à son partenariat avec la Libye, dans une lettre adressée au commissaire européen aux Affaires intérieures de l'UE et aux migrations et à la commissaire pour la Méditerranée⁹⁷.

07/10

Le Ministre de la Défense tunisien rencontre à Alger le Président de l'Algérie. La rencontre porte sur **les perspectives d'une coopération militaire renforcée et la lutte contre les menaces transfrontalières**, et se conclut par la signature d'un accord de coopération dans le domaine de la défense⁹⁹.

15/10

Le Parlement italien approuve le **renouvellement pour trois ans du Mémorandum d'entente Italie-Libye de 2017** sur la coopération en matière de migration. Les partis d'opposition s'y sont opposés, demandant la fin de toute coopération avec la Libye. Plusieurs ONG de défense des droits humains ont également exprimé leurs inquiétudes¹⁰¹.

29/10

Médecins Sans Frontières est **sommé par le Ministère des Affaires étrangères libyen de quitter la Libye avant le 9 novembre 2025**. Il s'agissait de la dernière association internationale prodiguant des soins aux personnes en déplacement dans l'ouest du pays¹⁰⁴.



02/10

Les dirigeants de l'UE publient une déclaration conjointe soulignant **la nécessité d'une approche globale des routes migratoires et de solutions innovantes face à la migration illégale**. Ils s'engagent à renforcer la sécurité des frontières, à lutter contre le trafic et garantir des retours efficaces vers les pays d'origine⁹⁸.

14/10

La Cour européenne des droits de l'homme juge les garde-côtes grecs responsables de la mort de 16 personnes en déplacement ayant perdu la vie lors d'un naufrage en mars 2018 : **"Les autorités grecques n'ont pas pris les mesures nécessaires pour secourir les personnes concernées, alors qu'elles auraient dû être conscientes du danger immédiat dès le moment où elles ont été informées de l'incident"**¹⁰⁰.

16/10

Des avocats déposent une plainte à la Cour pénale internationale contre environ 120 dirigeants européens, dont Macron et Merkel, les accusant de **crimes contre l'humanité liés aux politiques migratoires de l'UE en Libye**. Selon eux, ces politiques ont causé la mort de 25 000 migrants et des abus contre 150 000 autres, victimes de détention, torture, viol et esclavage en Libye¹⁰².

22/10

L'Union européenne et l'Égypte tiennent leur premier sommet à Bruxelles. Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi met en avant la coopération avec l'UE sur la lutte contre la migration irrégulière. Ursula von der Leyen annonce une aide européenne de 5 milliards d'euros et un renforcement de la coopération¹⁰³.

05/11

Treize organisations de recherche et sauvetage¹⁰⁵ annoncent la formation de la Justice Fleet et décident de suspendre toute communication opérationnelle avec le Centre conjoint de coordination des secours de Tripoli refusant de communiquer la Garde côtière libyenne¹⁰⁶.

27/11

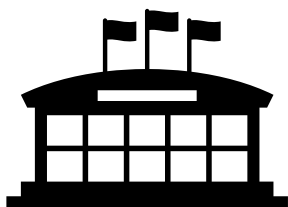
Le Parlement européen adopte une résolution sur l'Etat de droit et la situation des droits humains en Tunisie, en particulier concernant le cas de Sonia Dahmani. Le Parlement condamne la situation et « exige sa libération immédiate et inconditionnelle », et demande la libération de « toutes les personnes détenues pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression »¹⁰⁸.

02/12

Le ministre libyen de l'Intérieur annonce vouloir accélérer le retour de personnes en déplacement en situation irrégulière vers leur pays d'origine: *“En décembre, des «milliers de migrants» seront rapatriés au Tchad, en Somalie, au Mali et en Syrie, à raison de «deux vols hebdomadaires»”*¹¹¹.

08/12

Le Conseil de l'Union européenne approuve la création de centres de retour en dehors des frontières de l'UE pour y envoyer les personnes dont la demande a été rejetée. Un vote à ce sujet est attendu en mars 2026 au niveau du Parlement européen¹¹³.



24-25/11

Lors du septième Sommet Afrique - Europe, le ministre tunisien des Affaires étrangères réaffirme la nécessité d'une approche globale de la migration fondée sur la responsabilité partagée entre Nord et Sud. Il met en garde également contre la migration irrégulière alimentée par les réseaux de trafic, saluant la coopération avec l'OIM. La réunion s'est conclue par une **déclaration conjointe Afrique - Europe fixant les priorités de coopération future**¹⁰⁷.

28/11

Adoption et lancement officiel d'un nouveau Pacte pour la Méditerranée¹⁰⁹, qui ambitionne **de créer un espace méditerranéen commun** renforçant les liens entre l'UE et des pays du sud de la Méditerranée, dont la Tunisie¹¹⁰.

07/12

L'ambassadeur de l'UE en Libye et l'amiral italien de la flotte Irini rencontrent le général Khalifa Haftar à Benghazi, dans l'est de la Libye. Le sujet abordé est le renforcement de la coopération, notamment en matière **de sécurité des frontières terrestres et maritimes, et de lutte contre les réseaux transnationaux de trafic et de traite des migrants**¹¹².

08/12

Le Conseil de l'Union européenne s'accorde sur un **nouveau système de répartition des demandeurs d'asile en Europe**. Ce dispositif vise à réduire la pression sur les États situés le long des principales routes migratoires, comprenant l'Italie, l'Espagne, la Grèce et Chypre. Les autres pays membres devront soit accueillir une partie des demandeurs d'asile, soit verser une contribution financière de 20 000 € par personne qu'ils choisissent de ne pas relocaliser aux pays sous pression.

09/12

L'Italie fournit quatre nouveaux bateaux à la **“General Administration for Coastal Security”**, une autorité libyenne sous le Ministère de l'Intérieur chargée de la sécurité maritime et de la lutte contre l'immigration, travaillant avec les garde-côtes libyens¹¹⁶.

10/12

27 Etats membres du Conseil de l'Europe demandent **une révision de la Convention européenne des droits de l'Homme**¹¹⁹, en particulier de ses articles 3 et 8, qui garantissent le droit de toute personne à ne pas être soumise à la torture, consacrent le principe de non-refoulement et protègent le respect de la vie privée et familiale¹²⁰.



18/12

Adoption du plan de l'Union européenne pour la réinstallation et l'admission humanitaire, plaçant la réinstallation des réfugiés au cœur de la nouvelle approche de l'UE en matière d'asile et de migration. Toutefois, le plan nouvellement adopté **réduit de manière drastique le nombre de personnes qui seront réinstallées** au cours des deux prochaines années¹²³.

10/12

Deuxième Conférence internationale de l'Alliance mondiale pour lutter contre le trafic illicite de migrants tenue à Bruxelles. Cinquante délégations adoptent une déclaration pour renforcer la coopération contre le trafic de migrants¹¹⁷. La Présidente de la Commission européenne souligne **une nette baisse des arrivées de personnes en déplacement dans l'UE**, avec une diminution de 26 % depuis le début de l'année sur les principales routes migratoires¹¹⁸.

11/12 - 12/12

Le Président de la République tunisienne reçoit le Premier ministre de la République algérienne démocratique et populaire et le ministre des Affaires étrangères algérien, marquant davantage la volonté commune de consolider la coopération entre les deux pays¹²¹. Un corpus d'accords de coopération est signé dans différents domaines¹²².

18/12

La Grande Chambre de la Cour de Justice de l'Union européenne rend deux arrêts qui reconnaissent explicitement **la vulnérabilité des demandeur-euse-s d'asile et renforcent la responsabilité juridique de Frontex** dans les opérations de refoulement¹²⁴.

26/12

Réunion à Alger du Comité directeur quadripartite réunissant l'Algérie, l'Italie, la Libye et la Tunisie et portant sur la mise en œuvre d'un programme commun de retour volontaire des personnes en déplacement en situation irrégulière vers leurs pays d'origine. La réunion définit **un projet commun pour l'année 2026 pour renforcer la coopération** en la matière¹²⁵.



NOTES

73. «Kaïs Saïed réaffirme le refus de la Tunisie d'être une terre de transit pour les migrants irréguliers», 06/05/2025, Business News
74. «Armed clashes erupt in Libya's Tripoli after reported killing of armed group leader», 13/05/2025, Reuters.
75. "Libye. Le Gouvernement d'unité nationale doit veiller à ce que les chefs de milice rendent des comptes au lendemain de la flambée de violence à Tripoli", 13/05/2025, Amnesty International.
76. Les débats juridiques sur le concept de « pays tiers sûr » se sont concentrés sur la « protection effective » et sur les conditions à remplir pour qu'un pays tiers soit considéré comme sûr, mais n'ont pas remis en question la légalité de la base sur laquelle le concept de « pays tiers sûr » est fondé. En effet, le concept de « pays tiers sûr » repose sur l'idée que les obligations des États à l'égard des personnes qui n'ont pas obtenu le droit d'entrer et/ou de séjourner dans le pays où ils demandent l'asile ne vont pas au-delà du principe de non-refoulement, c'est-à-dire de l'interdiction d'être renvoyés sur un territoire où ils risquent d'être soumis à la torture et à des mauvais traitements. Les États seraient tenus d'autoriser les personnes à demander l'asile - afin de respecter le principe de non-refoulement - mais son octroi serait un acte discrétionnaire de l'État (conformément à leur législation nationale) plutôt qu'un droit de l'individu à le recevoir (conformément au droit international) ». Voir : The Safe Third Country Concept in International Agreements on Refugee Protection: Assessing State Practice», UNHCR
77. « La Commission propose de faciliter l'application du concept de pays tiers sûr », 20/05/2025, Commission européenne.
78. « EU looks to broaden application of third safe country concept », 21/05/2021, InfoMigrants.
79. Jihed on X et As borders become even more brutal, new routes of escape emerge - Alarm Phone | Alarm Phone
80. "La Grèce déploie des navires de guerre au large de la Libye pour endiguer les arrivées de migrants", 26/06/2025, InfoMigrants. "Migration: la Grèce envoie des navires de guerre près des eaux territoriales libyennes", 23/06/2025, EuroNews.
81. "Le Danemark, qui accède à la tête de la présidence de l'UE, veut encore durcir la politique migratoire européenne", 27/06/2025, InfoMigrants.
82. "EU and Greece to press Libya on migrant crossings via Mediterranean as numbers surge", 01/07/2025, EuroNews.
83. "La Libye lance un plan contre l'immigration irrégulière", 08/07/2025, Mosaïque FM.
84. "Persona non grata: le commissaire européen aux migrations expulsé de Libye", 08/07/2025, EuroNews.
- "Libya's eastern-based government bars entry of EU migration commissioner, three ministers", 08/07/2025, Reuters.
85. "Grèce: face au flux de migrants depuis la Libye, Athènes suspend les demandes d'asile", 10/07/2025, InfoMigrants.
86. European Commission, "The 2028-2034 EU budget for a stronger Europe". Voir aussi European Commission, "EU budget 2028-2034 for a stronger Europe", 16/07/2025. Ainsi que European Commission, "EU 2028-2034 proposed budget triples funds for migration, border management and internal security", 17/07/2025. "Tunisie: possible hausse de l'aide européenne pour la gestion migratoire", 18/07/2025, Webdo.
87. "Le sous-secrétaire britannique Hamish Falconer à Tunis: Londres dit vouloir resserrer les liens", 16/07/2025, Business News.
88. "Migration: plus de trente associations appellent au retrait du décret Piantedosi", 17/07/2025, Business News.
89. Ce décret-loi italien n°1/2023189, appelé communément décret Piantedosi, encadre les opérations de recherches et sauvetage en mer. Un manque de coordination des bateaux humanitaires avec les autorités maritimes reconnues comme compétentes pour le sauvetage en mer (dans ce contexte la Tunisie) peut être utilisé pour justifier l'immobilisation de navires humanitaires par les autorités judiciaires italiennes, voire empêcher des potentiels débarquements en Italie de personnes sauvées dans la zone SAR tunisienne. La Commissaire aux droits de l'homme de Conseil de l'Europe, Dunja Mijatović, avait appelé le gouvernement italien à envisager de retirer ou de réviser le décret-loi n° 1/2023 à la vue des risques d'entraver les opérations de recherche et de sauvetage en mer des ONG. Voir Letter to Italy's Minister of the Interior», Council of Europe, Janvier 2023.
90. "Prolongation du décret portant proclamation d'une zone frontalière tampon", 29/07/2025, BusinessNews.
91. "Migration, coopération, Palestine: ce qu'a dit Carthage après la visite de Meloni", 31/07/2025, BusinessNews. "Tunisie - Italie: convergence sur la migration, divergence sur la Palestine", 01/08/2025, Kapitalis.
92. Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants, L'externalisation de la gouvernance des migrations et ses effets sur les droits humains des personnes migrantes, A/80/302, 4 août 2025.
93. IOM, "L'OIM et l'Union Africaine renouvellent leur partenariat stratégique sur la gouvernance des migrations en Afrique", 21/08/2025. "IOM - African Union renew accord on migration governance in Africa", 28/08/2025, InfoMigrants.
94. Il Viminale on X
95. "Migration : Tunis et Bruxelles prônent une approche concertée et solidaire", 24/09/2025, Business News.
96. "L'Union européenne remet deux embarcations de recherche et de sauvetage à la marine tunisienne", 24/09/2025, Business News.
97. "Mer Méditerranée: une quarantaine d'ONG réclament, une nouvelle fois, la fin du réclamatariat entre l'UE et la Libye", 26/09/2025, InfoMigrants.
98. Joint Letter Commission, Septembre 2025.
99. "La Tunisie et l'Algérie renforcent leur coopération militaire", 07/10/2025, Business News.
100. "La Cour européenne des droits de l'homme juge les garde-côtes grecs responsables de la mort de 16 exilés lors d'un naufrage survenu en 2018", 16/10/2025, InfoMigrants.
101. "Migranti, il governo rinnoverà il Memorandum Italia - Libia : la camera bocchia le mozioni delle opposizioni", 15/10/2025, L'Espresso.
102. "Lawyers ask ICC to investigate 122 European Officials for crimes against humanity in Mediterranean", 16/10/2025, ICTJ.
103. Joint Statement EU - Egypt Summit, 22 octobre 2025, Bruxelles.
104. "Libye: l'ONG Médecins sans frontières sommée par les autorités de quitter le pays avant le 9 novembre", InfoMigrants, 29/10/2025.
105. CompassCollective, Louise Michel, Mediterranean Saving Humans, Mission Lifeline, Pilotes Volontaires, RESQSHIP, r42- Sail and Rescue, Salvamento Marítimo Humanitario, Sea-Eye, SEA PUNKS, Sea Watch, SOS Humanity, Tutti gli Occhi sul Mediterraneo.
106. "Search and rescue organisations suspend communication with Libyan rescue Coordination Centre", 05/11/2025, Sea-Watch.
107. Joint Declaration - 7th African Union (AU) - European Union (EU) Summit. "Afrique - Europe : la Tunisie appelle à une mobilité légale et responsable", 25/11/2025, Webdo.
108. "Le Parlement européen met en garde la Tunisie et demande la fin des procès politiques", 27/11/2025, Business News. European Parliament, JOINT MOTION FOR A RESOLUTION on the rule of law and human rights situation in Tunisia, particularly the case of Sonia Dahmani, 26 novembre 2025.
109. European Commission, Launch of the Pact for the Mediterranean, 28/11/2025.
110. "Le Pacte de la Méditerranée: un nouvel accord pour relancer le partenariat", 28/11/2025, African Manager.
111. "La Libye veut accélérer les retours de migrants vers leur pays d'origine", 03/12/2025, InfoMigrants.

112. [Nicola Orlando on X -EU Ambassador to Libya](#)
113. [Council of the European Union, "Council clinches deal on EU law about returns of illegally staying third-country nationals", 08/12/2025.](#)
 Voir aussi [Conseil de l'UE, "Communiqué de presse: Accord au sein du Conseil sur un règlement de l'UE relatif au retour eds ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier", 08/12/2025.](#)
 — ["Immigration: les Vingt-Sept ouvrent la voie aux "hubs de retour" hors des frontières de l'UE", 09/12/2025, InfoMigrants.](#)
114. [ECRE, "Editorial: Migration policies drifting even further away from evidence, stranded ever closer to inhumanity", 11/12/2025.](#)
115. ["EU reduces asylum seeker relocations from countries under migratory pressure", 08/12/2025, Euro News.](#)
116. [Sergio Scandura on X](#)
117. [Joint Declaration of the Global Alliance to Counter Migrant Smuggling, 10 décembre 2025.](#)
 Directorate-General for Migration and Home Affairs, ["The Global Alliance to Counter Migrant Smuggling reinforces its commitments in its second Conference", 11/12/2025.](#)
["Firm stand against migrant smuggling: global alliance convened in Brussels", 10/12/2025, Europol.](#)
118. [European Commission, "Keynote speech by President von der Leyen at the second Conference of the Global Alliance to Counter Migrant Smuggling", 10/12/2025.](#)
["Migrant arrivals to EU dropped sharply on key routes since 2023", 12/12/2025, InfoMigrants.](#)
119. ["Who is it going to be next time? : ECHR rethink is "moral retreat", say right experts", 13/12/2025, The Guardian.](#)
120. ["Au Conseil de l'Europe, plusieurs pays membres réclament une révision de la CEDH pour faciliter les expulsions de migrants", 11/12/2025, InfoMigrants.](#)
121. ["Tunis-Alger: Saied pour la consolidation de la coopération", 11/12/2025, Mosaïque FM.](#)
122. ["Tunisie - Algérie : signature d'un corpus d'accords de coopération", 12/12/2025, Business News.](#)
["Tunisie - Algérie: détail des 25 accords signés à la Kasbah", La Presse, 12/12/2025.](#)
123. [Council implementing decision \(EU\) 2025/2628 of 18 December 2025 on the Union Resettlement and Humanitarian Admission Plan \(2026 – 2027\)](#)
124. ["Asylum-seekers as vulnerable applicants – the CJEU's approach to causation and evidence in the Frontex appeal judgements", 08/01/2026.](#)
125. ["Algérie, Italie, Libye et Tunisie unies pour le retour volontaire des migrants", 26/12/2025, Business News.](#)
 — ["L'Italie et la Tunisie renforcent leur coopération en matière de migration et du plan Mattei", 07/01/2026, Agenzia Nova.](#)